

AVIS DE CONVOCATION
SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Date : Le mercredi 22 novembre 2023

Heure : 17 h

RENCONTRE À DISTANCE via la plateforme TEAMS

*****Un lien sera transmis 24 heures avant la séance.**

Les séances du conseil d'administration s'adressent aux gens qui désirent être mieux informés des décisions concernant les services offerts par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

Période de questions du public : Lors de chaque séance du conseil d'administration, une période d'au plus trente (30) minutes est allouée pour permettre aux personnes présentes de poser des questions. Cette période est fixée dans la première partie de l'ordre du jour. La procédure à suivre lors de la période de questions du public est présentée en annexe de l'avis de convocation.

Les personnes qui désirent poser une question aux membres du conseil d'administration sont invitées à transmettre leur question d'ici le 22 novembre, 12 h, à madame Marie-Josée Simard au numéro de téléphone 514-413-8777, poste 123100 ou par courriel à l'adresse suivante : marie-josée.simard.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca

Ordre du jour : L'ordre du jour de la séance du conseil d'administration est présenté en annexe de l'avis de convocation.

Le président-directeur général et secrétaire du conseil d'administration,

(Original dûment autorisé)

Vincent Lehouillier

Pour de plus amples renseignements :

Mme Marie-Josée Simard

Technicienne en administration

Bureau du président-directeur général

Téléphone : 514 413-8777 ext. 123100

Courrier électronique : marie-josée.simard.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca

ANNEXE 1

PROCÉDURE À SUIVRE LORS DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC Extrait du Règlement de régie interne du conseil d'administration

a) Durée

Lors de chaque séance du conseil d'administration, une période d'au plus trente (30) minutes est allouée pour permettre aux personnes présentes de poser des questions. Cette période est fixée dans la première partie de l'ordre du jour.

b) Procédure pour soumettre une question au conseil d'administration

Toute personne présente à une séance du conseil d'administration peut, avec l'autorisation du président, poser une question en respectant les conditions et la procédure prescrites.

Une personne qui désire poser une question doit se présenter à la salle où se tiendra la séance du conseil d'administration avant l'heure fixée pour le début d'une séance du conseil d'administration. Elle doit donner au président ou à la personne qu'il désigne, son nom et son prénom et, le cas échéant, le nom de l'organisme qu'elle représente, et indiquer l'objet de sa question. Elle peut elle-même inscrire ces informations dans un registre à cet effet. Cette inscription, accompagnée des renseignements requis, peut s'effectuer au plus tard trente (30) minutes avant la tenue de la séance du conseil d'administration ou par courrier électronique à l'adresse suivante : ca.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca.

La question doit porter sur la gestion des affaires de l'établissement d'intérêt public et la personne qui pose la question doit éviter les allusions personnelles, les insinuations malveillantes ou injurieuses, les paroles blessantes et les expressions grossières.

Au cours de la séance du conseil d'administration, le silence doit être observé par le public. Le président accorde le droit de parole aux personnes en respectant l'ordre des demandes.

Aucune intervention du public n'est permise avant ou après la période de questions.

c) Forme de la question et durée de l'intervention

La personne a droit à une question par intervention et à un maximum de trois (3) interventions par séance.

L'intervention totale comprenant la question et la réponse est limitée à dix (10) minutes. Toutefois, le président peut permettre la prolongation de l'intervention ou la formulation d'au plus deux (2) autres sous-questions accessoires à la question principale dans la mesure où ces sous-questions ne servent pas à engager ou à poursuivre un échange ou un débat.

d) Irrecevabilité d'une question

Est irrecevable une question :

- a) qui porte sur une affaire pendante devant les tribunaux, un organisme administratif ou une instance décisionnelle, ou encore une affaire sous enquête;
- b) qui constitue davantage une hypothèse, une expression d'opinion, une déduction, une allusion, une suggestion ou une imputation de motifs qu'une question;
- c) jugée frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi;
- d) dont la réponse relève d'une opinion professionnelle.

e) Procédure

Le président accorde la parole aux personnes, et ce, selon l'ordre d'inscription.

- 1) Le président peut répondre à la question séance tenante ou désigner une personne pour y répondre.
- 2) Si la question nécessite des recherches ou si aucune réponse ne peut être apportée séance tenante, le président peut prendre cette question en délibéré en indiquant le moment où il sera en mesure de fournir une réponse. Cette réponse peut être donnée à une réunion subséquente ou à un autre moment.
- 3) Toute réponse, écrite ou verbale, doit être claire et brève et se limiter à la question posée.
- 4) Le président, la personne désignée pour répondre à la question ou le service concerné peut refuser d'y répondre :
 - s'il juge contraire à l'intérêt public de fournir les renseignements demandés;
 - si les renseignements demandés sont des renseignements personnels;
 - si ceux-ci ne peuvent être colligés qu'à la suite d'un travail considérable ne correspondant pas à leur utilité;
 - si la question porte sur les travaux d'un conseil ou d'un comité du conseil d'administration ou d'une commission d'enquête dont le rapport n'a pas été déposé au conseil d'administration;
 - si la question a déjà été posée ou si elle a pour objet une affaire déjà à l'ordre du jour.
- 5) Lorsque la question est irrecevable, le président doit indiquer sur quels motifs il fonde sa décision qui est finale et sans appel. Le président ou un membre du conseil d'administration ne peut être tenu de déposer un document en réponse à une question ou à l'occasion de la période de questions, ni n'est tenu d'accepter le dépôt de document.
- 6) Le président veille à ce que la période de questions ne donne lieu à aucun débat entre les membres du conseil d'administration, entre une personne présente et un membre du conseil d'administration ou entre les personnes présentes.
- 7) Aucune question ou intervention ne peut conduire à l'adoption d'une proposition à moins que tous les membres du conseil d'administration présents y consentent.
- 8) La période de questions doit se dérouler dans l'ordre, le calme et le respect des personnes. Le président peut imposer une sanction à quiconque contrevient gravement aux règles, spécialement à celles qui ont pour objet le maintien de l'ordre. Les sanctions peuvent être un avertissement, une demande de retrait de certaines paroles, une suspension du droit de parole ou l'ordre de quitter les lieux, selon la nature du geste posé. Le président peut mettre un terme à la période de questions avant le moment prévu lorsque les circonstances le justifient en raison, notamment, de l'impossibilité de maintenir l'ordre. Si le président ordonne à une personne de quitter les lieux pour nuisance au maintien de l'ordre et que celle-ci s'y refuse, il peut être pris tout moyen raisonnable pour faire respecter la décision du président.

**ANNEXE 2
ORDRE DU JOUR
Séance ordinaire**

**SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-
Montréal**

22 novembre 2023, 17 h

Temps prévu	Points à l'ordre du jour	Action
17 h	1. Ouverture de la séance du conseil d'administration et vérification de sa légalité	Résolution
17 h 01	2. Adoption de l'ordre du jour	Résolution
17 h 02	3. Période de questions du public	Information
17 h 05	4. Rapport de la présidente du conseil d'administration	Information
17 h 10	5. Rapport du président-directeur général	Information
17 h 15	6. Qualité, performance et sécurité des soins et services 6.1 Tableau de bord de gestion stratégique 6.2 Rapport trimestriel 2023-2024 sur la sécurité des usagers (RTSU) 6.3 Nomination de nouveaux membres aux comité et sous-comités de gestion des risques	Informations (6.1 à 6.2) Résolution
17 h 25	7. Comité de vigilance et de la qualité – Suivi de la séance du 30 octobre 2023 7.1 Rapport du président 7.2 Bilan sur la gestion des situations à risque de lésions de droits ou de lésions de droits déclarées en provenance de la Chambre de la jeunesse	Informations (7.1 à 7.2)
17 h 30	8. Comité de vérification – Suivi de la séance du 13 novembre 2023 8.1 Rapport du président 8.2 Politique processus de budgétisation - <u>Révision</u> 8.3 Politique de radiation des comptes-clients - <u>Révision</u> 8.4 Choix de limite régime rétroactif CNESST 2024 8.5 Baux immobiliers 8.6 Cession des immeubles de l'Hôtel-Dieu de Montréal au CIUSSS du Centre-sud-de-l'Île-de-Montréal	Information Résolutions (8.2 à 8.6)
17 h 35	9. Comité des ressources humaines – Suivi de la séance du 13 novembre 2023 9.1 Rapport du président	Information
17 h 40	10. Adoption de résolutions en bloc 10.1 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 20 septembre 2023 10.2 Adoption du procès-verbal de la séance spéciale du 12 octobre 2023 10.3 Séance publique annuelle d'information du 1 ^{er} novembre 2023 – Bilan 10.4. Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens 10.4.1 Nominations 10.4.2 Renouvellements et modifications de privilèges 10.4.3 Modifications de nomination 10.4.4 Congés 10.4.5 Départs et démissions	Résolutions (10.1 à 10.3) Information Résolutions (10.4 à 10.8)

Temps prévu	Points à l'ordre du jour	Action
	10.4.6 Stages 10.4.7 Nominations et fins de mandat de chefs de service 10.4.8 Nomination d'un médecin examinateur 10.5 Rapport annuel d'activités 2022-2023 du comité de révision 10.6 Politique sur l'équité, la diversité et l'inclusion - <u>Révision</u> 10.7 Enseignement universitaire et recherche 10.7.1 Octroi et renouvellement de privilèges de recherche aux chercheurs réalisant des projets de recherche au CCSMTL 10.7.2 Dépôt d'une demande de financement au Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels 10.8 Registre des signataires pour les demandes de paiement de la Régie de l'assurance-maladie du Québec – Mise à jour 10.9 Suivi du nombre de mises sous garde en établissement (Trimestre juillet à septembre 2023)	Information
17 h 50	11. Dossier administratifs 11.1 Approbation de candidatures pour les Prix d'excellence du ministère de la Santé et des Services sociaux 2024 11.2 Reconnaissance du service de santé de l'établissement Glencore Corporation Canada – Affinerie CCR	Résolutions (11.1 à 11.2)
18 h 05	12. Questions diverses	
18 h 10	13. Prochaine séance du conseil d'administration	Information
18 h 10	14. Séance à huis clos 14.1 Nomination au poste de directeur de l'enseignement universitaire et de la recherche à la direction de l'enseignement universitaire et de la recherche (DEUR) 14.2 Nomination au poste de directeur adjoint santé mentale à la direction du programme santé mentale et dépendance (DPSMD) 14.3 Demande de modification de 6 permis d'installation et demande de dérogation Hôpital Notre-Dame 14.4 Restructuration de la direction des ressources humaines, des communications et des affaires juridiques (DRHCAJ) vers la direction des ressources humaines (DRH) Demande ministérielle 14.5 Mise à jour de l'organigramme de la haute direction du CCSMTL 14.6 Entente de fin d'emploi 14.7 Entente de fin d'emploi 14.8 Recommandation du comité exécutif du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens – Plainte n° 2022-00516A	Résolutions (14.1 à 14.8)
19 h	15. Levée et fin de la séance du conseil d'administration	Résolution